

MEMORANDUM

En décembre 2000, dans sa déclaration de Nice, le Conseil européen a reconnu le rôle important du sport pour la société européenne et sa spécificité. Il a en particulier reconnu que la « Communauté doit tenir compte, même si elle ne dispose pas de compétences directes dans ce domaine, dans son action, au titre des différentes dispositions du Traité des fonctions sociales, éducatives et culturelles du sport, qui fondent sa spécificité, afin de respecter et de promouvoir l'éthique et les solidarités nécessaires à la préservation de son rôle social ».

Le 11 juillet 2007, la Commission a publié le Livre blanc sur le sport, sa première initiative de grande ampleur dans ce domaine. La France et les Pays-Bas accueillent favorablement ce Livre blanc et se félicitent de l'intention de la Commission d'inciter, par le dialogue, les acteurs concernés à assumer leurs responsabilités afin d'exploiter la valeur sociétale du sport, d'en mesurer l'impact économique et d'assurer la bonne gouvernance dans ce secteur.

Le rôle sociétal du sport constitue la base des politiques néerlandaise et française en la matière. La cohésion sociale et l'intégration sont quelques-unes des valeurs essentielles véhiculées par le sport. Par le haut degré d'implication et l'environnement didactique qu'il propose, le sport est l'un des cadres d'épanouissement, d'éducation et de valorisation des talents des jeunes. Au sein des associations sportives, les jeunes découvrent très tôt la participation active et le bénévolat.

La France et les Pays-Bas estiment que le modèle européen du sport, avec sa structure pyramidale et sa solidarité entre riches et pauvres, petits et grands, doit être préservé et protégé.

Grâce aux mécanismes de redistribution au sein des fédérations et à l'effet stimulant du sport de haut niveau, les associations sportives prospèrent au niveau local. C'est pourquoi La France et les Pays-Bas se réjouissent de constater que la Commission va ériger l'activité physique bienfaitrice pour la santé en pierre angulaire de ses activités liées au sport et veillera à ce que cette priorité soit davantage prise en compte par les instruments financiers appropriés.

La France et les Pays-Bas observent avec satisfaction que le présent Livre blanc est une des premières initiatives prises par la Commission pour traiter de manière opérationnelle les problèmes liés au sport. Il a pour objectif général de donner une orientation stratégique concernant le rôle du sport en Europe, de stimuler le débat sur des problèmes spécifiques, de renforcer la prise en considération du sport dans le processus décisionnel de l'Union européenne et de sensibiliser le public aux besoins et aux spécificités du secteur. L'initiative de la Commission vise aussi à attirer l'attention sur des questions aussi importantes que l'application du droit communautaire dans le domaine du sport.

L'annexe 1, sur le « sport et les règles de concurrence européennes », dresse l'inventaire de tous les arrêts de la Cour européenne de Justice et des décisions de la Commission dans le domaine du sport. Cet inventaire reflète l'approche « au cas par cas » suivie jusqu'à maintenant. Ni les Pays-Bas ni la France ne sont favorables à un statut dérogatoire pour la totalité du secteur, mais ils regrettent que l'approche au cas par cas réponde insuffisamment au pressant besoin de sécurité juridique préalable des fédérations sportives.

Le Commission est compétente et dispose de la liberté d'action nécessaire pour apporter cette clarté aux fédérations, par exemple au moyen d'exemptions par catégorie, de règles génériques ou de lignes directrices. C'est pourquoi La France et les Pays-Bas invitent la Commission à clarifier le statut du sport dans le droit communautaire sur un certain nombre de points, à savoir notamment : la composition des équipes, la formation des jeunes talents, le statut des agents de joueurs, la sécurisation du financement du sport et les droits audiovisuels.

Il semble nécessaire d'utiliser le potentiel de financement que représente la vente collective des droits de diffusion – et d'éviter ainsi que la vente individuelle ne permette à certains clubs de s'emparer des meilleurs joueurs –, garante d'une meilleure redistribution des revenus et d'une plus grande solidarité dans le sport. Il importe d'avoir une discussion au niveau européen sur les différents modes de financement pérennes du sport en Europe, sans exclure a priori le financement par les jeux de hasard, afin d'examiner les possibilités de renforcer l'infrastructure sportive et de développer plus avant le sport de masse dans les États membres.

La France et les Pays-Bas estiment qu'il est nécessaire d'apporter la sécurité juridique sur les règles de la composition des équipes sportives, en particulier sur celle des joueurs formés au niveau local (« home grown players rule »), proposée par l'UEFA. Cette règle, qui prévoit d'imposer un quota de joueurs formés soit par le club, soit dans la région ou le pays concernés, vise aussi à éviter l'exploitation et le travail des enfants. C'est pourquoi il est de la plus haute importance que les règles juridiques actuelles soient strictement observées et que les associations sportives disposent des moyens de protéger les enfants par l'autorégulation.

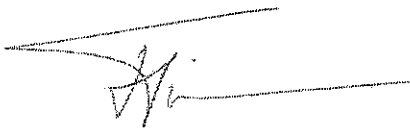
La France et les Pays-Bas considèrent qu'il est légitime, pour les fédérations sportives, de prendre des mesures de nature à préserver la constitution d'équipes nationales du plus haut niveau.

Il est également essentiel de se préoccuper de la formation des jeunes sportifs et, en particulier, de promouvoir la « double formation » des jeunes sportifs professionnels ou de haut niveau (formation sportive, mais aussi scolaire, puis universitaire voire professionnelle) afin de préserver leur avenir après leur carrière sportive. Cela exige un encadrement plus strict et un contrôle régulier de la formation, de sorte à en garantir la qualité.

Par ailleurs, dans un contexte juridique complexe, des joueurs professionnels de plus en plus nombreux recourent aux services d'agents pour négocier et signer leurs contrats. Des rapports à ce sujet font toutefois état de dérives multiples, prévisibles compte tenu des montants en jeu. La France et les Pays-Bas soutiennent le lancement de l'étude d'impact de la Commission sur cette question. Elle constituerait la base de réflexion en vue d'une position commune dans l'Union sur les licences requises pour exercer les fonctions d'agent de joueurs, ce qui permettrait de protéger joueurs et clubs des pratiques délictueuses.

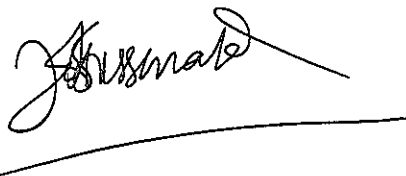
La France et les Pays-Bas encouragent l'usage des licences. Un système solide de licences instituant des règles de base communes en matière financière constituerait, pour les clubs professionnels au niveau national et européen, un instrument utile de promotion de la bonne gouvernance du sport. Ce système devrait également prescrire des dispositions concernant la discrimination, la violence et la protection des mineurs. Enfin, le secteur sportif pourrait être encouragé à réfléchir à la mise en place d'un dispositif européen de contrôle de la gestion des clubs professionnels.

Ministre des Affaires européennes des Pays-Bas



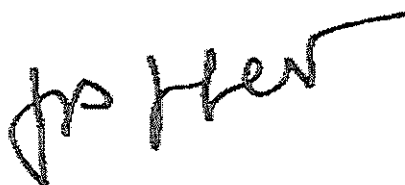
Frans Timmermans

Secrétaire d'État à la Santé, au Bien-Être et aux Sports



Jet Bussemaker

Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes
Après du Ministre des Affaires étrangères et européennes
De la France



Jean-Pierre Jouyet

Secrétaire d'Etat chargé des Sports
Auprès de la Ministre de la Santé, de la Jeunesse
Et des Sports de la France

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name Bernard Laporte.

Bernard Laporte

MEMORANDUM

In december 2000 heeft de Europese Raad, in zijn verklaring van Nice, het maatschappelijk belang van sport erkend voor de Europese samenleving en de eigenheid van deze samenleving. De Raad heeft in het bijzonder erkend dat "Ook al beschikt de Gemeenschap niet over rechtstreekse bevoegdheden op dit gebied, [...] zij bij haar optreden uit hoofde van de verschillende Verdragsbepalingen [toch] rekening [moet] houden met de maatschappelijke, educatieve en culturele functie van de sport, die het specifieke karakter ervan bepaalt, teneinde de ethiek en de solidariteit die noodzakelijk zijn voor het behoud van de maatschappelijke rol van de sport, te eerbiedigen en te bevorderen".

De Commissie publiceerde op 11 juli 2007 haar eerste grote initiatief op het terrein van sport: het Witboek Sport. Frankrijk en Nederland verwelkomen het Witboek en zijn zeer verheugd over het voornemen van de Commissie om via een dialoog stakeholders te stimuleren om hun verantwoordelijkheid te nemen de maatschappelijke waarde van sport te benutten, stil te staan bij de economische impact ervan en zorg te dragen voor 'good governance' in de sport.

De maatschappelijke rol van sport is de basis voor het Nederlandse en Franse kabinetsbeleid op het terrein van sport. Maatschappelijke binding en integratie zijn enkele van de belangrijkste waarden van sport. Door de hoge participatiegraad en de (potentiële) leeromgeving is sport één van de plekken waar kinderen opgroeien, opgevoed worden en hun talenten kunnen ontwikkelen. En in de sportvereniging kunnen jongeren al vroeg kennis maken met actieve participatie en vrijwilligerswerk.

Nederland en Frankrijk zijn van oordeel dat het Europese sportmodel, met zijn piramidestructuur en solidariteit tussen rijk en arm, en klein en groot, moet worden behouden en beschermd.

Dankzij de financiële herverdelingsmechanismen in de sport en de stimulerende werking van topsport is het mogelijk dat vrijwillige sportorganisaties floreren op lokaal niveau. Frankrijk en Nederland zijn dan ook verheugd te constateren dat de Commissie gezondheidsbevorderende lichaamsbeweging tot hoeksteen van haar sportgerelateerde activiteiten heeft uitgeroepen en dat ook tot uitdrukking heeft gebracht in haar financiële instrumenten.

Nederland en Frankrijk zijn verheugd te constateren dat de Commissie met het Witboek Sport voor het eerst kiest voor een allesomvattende benadering van sportgerelateerde kwesties. Zij wil strategische richting geven aan de rol van sport in Europa, het debat over specifieke problemen bevorderen, de zichtbaarheid van sport in de Europese beleidsvorming vergroten en mensen meer bewust maken van de behoeften en specifieke kenmerken van de sector. Daarnaast streeft de Commissie ernaar belangrijke

thema's te verduidelijken, zoals de toepassing van Gemeenschapswetgeving op de sport.

Annex 1, getiteld "Sport and EU competition rules" geeft een overzicht van alle Hofuitspraken en Commissiebesluiten op het terrein van sport. Dit overzicht van afzonderlijke cases geeft de gehanteerde 'van geval tot geval-benadering' weer. Nederland noch Frankrijk opteren voor een generieke uitzonderingspositie voor sport, maar zij betreuren wel dat een 'van geval tot geval-benadering' onvoldoende bijdraagt aan de door de sportbonden zo gewenste rechtszekerheid vooraf.

De Commissie heeft de competentie en de beleidsvrijheid om die duidelijkheid voor de sportbonden te scheppen, bijvoorbeeld door middel van vrijstellingen per categorie, generieke regelingen of richtsnoeren. Nederland en Frankrijk roepen de Commissie dan ook op om de positie van sport in het Gemeenschapsrecht op een aantal specifieke terreinen te verduidelijken, te weten: de teamsamenstelling, de opleiding van jonge talenten, de positie van spelersmakelaars, de zekerstelling van sportfinanciering en de mediarechten.

Het lijkt nodig het financieringspotentieel uit de collectieve verkoop van uitzendrechten te benutten – en hiermee te voorkomen dat bepaalde clubs door middel van individuele verkoop de beste spelers naar zich toehalen -, waardoor een betere verdeling van de inkomsten ontstaat en een grotere mate van solidariteit binnen de sport. Op Europees niveau moet een discussie op gang komen over duurzame financiering van de sport in Europa, zonder a priori de financiering via kansspelen uit te sluiten, teneinde na te gaan welke mogelijkheden er zijn om de sportinfrastructuur te versterken en de breedtesport in de lidstaten verder te ontwikkelen.

Nederland en Frankrijk zijn van oordeel dat het nodig is de regels omtrent de samenstelling van sportteams met juridische zekerheden te omkleden, in het bijzonder de door de UEFA voorgestelde regel inzake zelfopgeleide spelers ("home grown players rule"). Deze regel, die voorziet in de instelling van een quotum voor het aantal spelers dat door de club, of in het betrokken land of de betrokken regio, is opgeleid, heeft tevens ten doel de exploitatie van kinderen en kinderarbeid te voorkomen. Daarom is het van het grootste belang dat de huidige rechtsregels strikt worden toegepast en dat de sportverenigingen over de nodige mogelijkheden beschikken om de kinderen via zelfregulering te beschermen.

Nederland en Frankrijk zijn van oordeel dat het sportfederaties moet worden toegestaan maatregelen te nemen om de samenstelling van nationale teams van een zo hoog mogelijk niveau te houden.

Daarnaast is het van belang aandacht te schenken aan de vorming van jonge sporters en, in het bijzonder, een "dubbele opleiding" voor jonge beroepssporters of topsporters te bevorderen (sportopleiding, maar ook middelbare schoolopleiding, en universitaire of

beroepsopleiding) teneinde hun na beëindiging van hun sportloopbaan een goede toekomst te bieden.

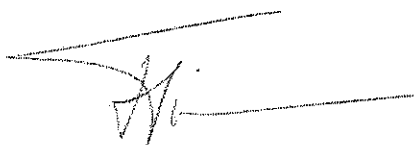
Hiervoor is een striktere begeleiding nodig alsmede een regelmatige controle van de opleiding, zodat de kwaliteit ervan kan worden gewaarborgd.

Bovendien maken steeds meer jonge spelers, gezien de sportjuridische haken en ogen, gebruik van makelaars om over hun contract te onderhandelen en dit te ondertekenen. Uit rapporten met betrekking tot dit onderwerp blijkt dat op dit gebied veel wordt gesjoemeld, hetgeen gezien de bedragen die in het geding zijn niet verbazingwekkend is. Nederland en Frankrijk steunen de start van een effectonderzoek van de Europese Commissie op dit gebied. Dit onderzoek zou de basis kunnen vormen voor discussies om binnen de EU tot een gezamenlijk standpunt te komen ten aanzien van de licenties voor het uitoefenen van de functie spelersmakelaar, waardoor spelers en clubs tegen onrechtmatige praktijken zouden kunnen worden beschermd.

Nederland en Frankrijk moedigen het gebruik van licenties aan. Een solide licentiestelsel waarin gemeenschappelijke financiële basisregels voor profclubs op nationaal en Europees niveau worden neergelegd, zou een nuttig instrument zijn voor de bevordering van 'good governance' in de sport. Dit stelsel zou eveneens moeten voorzien in bepalingen ten aanzien van discriminatie en geweld, en in de bescherming van minderjarigen.

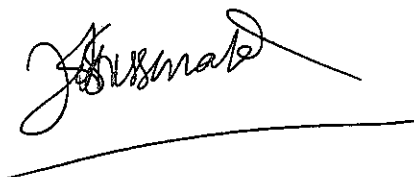
Tot slot zou de sportwereld kunnen worden aangemoedigd om na te denken over de instelling van een Europees systeem voor toezicht op het beheer van profclubs.

De staatssecretaris voor Europese Zaken



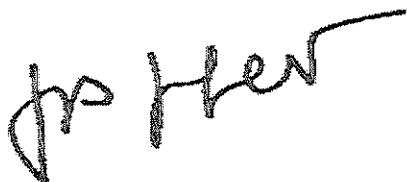
Frans Timmermans

De staatssecretaris van Volksgezondheid, Welzijn en Sport



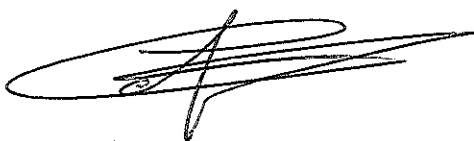
Jet Bussemaker

Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes
Auprès du Ministre des Affaires étrangères et européennes
De la France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'JP Jouyet', written in a cursive style.

Jean-Pierre Jouyet

Secrétaire d'Etat chargé des Sports
Auprès de la Ministre de la Santé, de la Jeunesse
Et des Sports de la France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bernard Laporte', written in a cursive style with a large, sweeping flourish.

Bernard Laporte

(translated from the French)

MEMORANDUM

In December 2000, in its Nice Declaration, the European Council acknowledged the specific character of sport and the major role it plays in European society. In particular, it recognised that “Even though not having any direct powers in this area, the Community must, in its action under the various Treaty provisions, take account of the social, educational and cultural functions inherent in sport and making it special, in order that the code of ethics and the solidarity essential to the preservation of its social role may be respected and nurtured”.

On 11 July 2007, the Commission published the White Paper on Sport, its first far-reaching initiative in this area. France and the Netherlands extend a positive welcome to the White Paper and are pleased to note that the Commission intends to make use of dialogue to encourage stakeholders in sport to shoulder their responsibilities in order to take full advantage of the societal value of sport, to measure its economic impact and to ensure good governance in the sector.

The societal role of sport is the foundation of Dutch and French policies in this field. Social cohesion and integration are among the essential values for which sport is a vehicle. Due to the high degree of involvement and the learning environment it offers, sport provides a framework for personal fulfilment, education and the use of the talents of young people. Through their activities in sports associations, young people are introduced early to the notions of active participation and voluntary work.

France and the Netherlands feel that the European model of sport, with its pyramidal structure and solidarity between rich and poor, big and small, must be preserved and fostered.

Thanks to the mechanisms for redistribution in sports federations and the stimulatory effect of sport at high level, sports associations are prospering at local level. It is for this reason that France and the Netherlands are pleased to note that the Commission will make health-enhancing physical activity the keystone of its sports-related activities and that it will seek to ensure that the appropriate financial instruments devote greater attention to this priority.

France and the Netherlands note with satisfaction that the present White Paper is one of the first initiatives taken by the Commission to address issues arising from sport at the practical level. It has as a general objective the definition of a strategic focus with regard to the role of sport in Europe, encouragement of debate on specific problems, ensuring that greater account is taken of sport in the decision process of the European Union and raising the awareness of the public to the needs and specificity of the sector. The Commission’s initiative is also aimed at drawing attention to issues as important as the application of Community law to sport.

Annex 1, “Sport and EU Competition Rules”, takes stock of all the rulings of the European Court of Justice and the decisions of the Commission in the area of sport. This inventory reflects the “case-by-case” approach that has been adopted hitherto. Neither the Netherlands nor France favour the granting of any special derogation to the sector as a whole, but they do feel that such a case-by-case approach is an inadequate response to the pressing need to offer ex ante legal security to sports federations

The Commission has the competency and the freedom of action required to provide clarification to sports federations, for example by making category exemptions or laying down generic rules and guidelines. It is for this reason that France and the Netherlands invite the Commission to clarify the status of sport in Community law on a certain number of points, these being most notably: the composition of teams, the training of young talent, the status of players’ agents, secure funding for sport and audiovisual rights.

It would seem to be necessary to use the potential for financing represented by collective sale of broadcasting rights – thus avoiding a situation in which individual selling enables certain clubs to monopolise the best players – which would guarantee improved redistribution of revenue and greater solidarity in sport. It is important to have a debate at European level on different approaches to the long-term financing of sport in Europe, without ruling out funding from gambling beforehand, in order to look at the possibilities for strengthening sports infrastructure and developing sport for all further in the Member States.

France and the Netherlands feel it to be necessary to provide legal security with regard to the rules governing the composition of teams in sport, particularly in the case of players trained at local level (the “home-grown players rule”), as proposed by UEFA. This rule, which provides for the imposition of a quota of players trained either by the club or in the region or country concerned, is also aimed at avoiding child exploitation and labour. That is why it is of the greatest importance that the current legal rules should be strictly adhered to and that sports associations should have available to them the means to protect children through self-regulation.

France and the Netherlands consider it to be legitimate for sports federations to take steps aimed at safeguarding the formation of national teams at the highest level.

It is also essential to concern ourselves with the training of young sportsmen and women and in particular to promote "dual career" training for young professional or high-level participants in sport (combining sports training with school education, followed by higher education or perhaps vocational training) in order to safeguard their future for the time after the end of their career in sport.

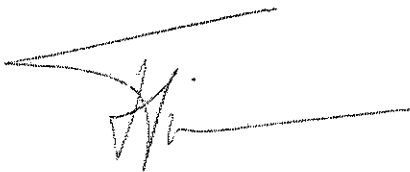
This will require stricter guidance and regular checks on schooling with the aim of guaranteeing its quality.

Additionally, in what is a complex legal context, increasing numbers of professional players are making use of the services of agents for the negotiation and signing of their contracts. However, reports on this topic point to a multiplicity of abuses, a situation that is to be expected given the sums involved. France and the Netherlands support the initiation of an impact study by the Commission on this issue. This would provide a basis for reflection with a view to arriving at a common position in the Union on the licences required to act as a player's agent, which would in turn protect players and clubs from illegal practices.

France and the Netherlands encourage the use of licences. A robust licensing system that lays down common basic rules on the financial aspects would constitute for professional clubs at national and European levels a useful instrument for the promotion of good governance in sport. Such a system should also contain stipulations on discrimination, violence and the protection of minors.

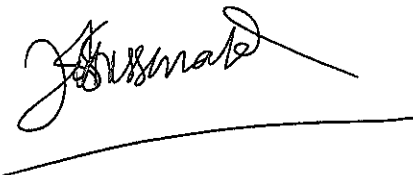
To conclude, the sports sector might be encouraged to reflect upon the implementation of a European system for management audits of professional clubs.

Minister for European Affairs of the
Kingdom of the Netherlands

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'FT', with a long horizontal line extending to the right.

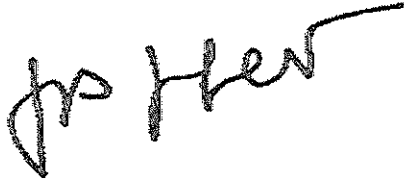
Frans Timmermans

State Secretary of Health, Welfare and Sport

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J Bussemaker', with a long horizontal line extending to the right.

Jet Bussemaker

Minister of State attached to
The Minister of Foreign and European Affairs
Of France
Responsible for Europeans Affairs

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'JP Jouyet', written in a cursive style.

Jean-Pierre Jouyet

Minister of State attached to
The Minister for Health Youth and Sport of France
Responsible for Sport

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bernard Laporte', written in a cursive style.

Bernard Laporte